

Fiche méthode ⑦

LES THÈMES DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉVALUATION

L'état initial de l'environnement est une des pièces essentielles du rapport de présentation des documents d'urbanisme. Il a un double rôle : d'une part, il contribue à la construction du projet de territoire par l'identification des enjeux environnementaux, et d'autre part, il constitue le référentiel nécessaire à l'évaluation et l'état de référence pour le suivi du document d'urbanisme.

C'est donc la clé de voûte de l'évaluation environnementale, à laquelle une attention particulière doit être portée sur le fond, mais aussi sur la forme afin de permettre son appropriation par un public n'ayant pas nécessairement les connaissances techniques.

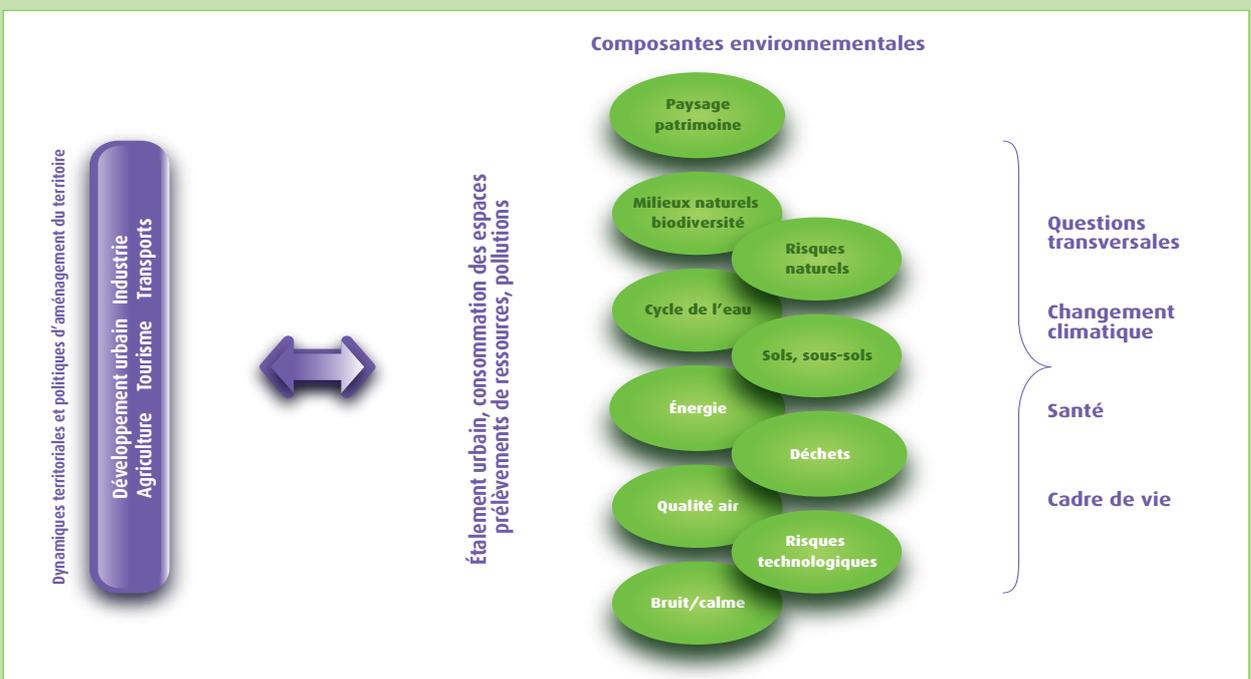
Voir Fiche n° 20 LA RESTITUTION DES CONCLUSIONS ET APPORTS DE L'ÉVALUATION

Un état initial de l'environnement dynamique et systémique pour une analyse transversale de la situation environnementale

En première approche, l'état initial de l'environnement, ne doit pas préjuger de ce qui peut faire enjeu pour le territoire et doit traiter de toutes les thématiques de l'environnement, au sens large du terme, permettant de caractériser son état et son évolution. Il sera ensuite approfondi et complété en fonction de la sensibilité du territoire et des orientations du document d'urbanisme.

La réglementation n'impose pas une liste des thèmes à traiter dans l'état initial. Cependant, il doit permettre de répondre aux exigences de la directive EIPPE (annexe 1 - f) et du code de l'urbanisme (article **L121-1**) portant respectivement sur les champs de l'environnement sur lesquels doit porter l'évaluation environnementale et sur les objectifs des SCOT et des PLU.

Les thématiques environnementales de l'état initial de l'environnement





Article 5 de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001

Lorsqu'une évaluation environnementale est requise en vertu de l'article 3, paragraphe 1, un rapport sur les incidences environnementales est élaboré, dans lequel les incidences notables probables de la mise en œuvre du plan ou du programme, ainsi que les solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ou du programme, sont identifiées, décrites et évaluées. Les informations requises à cet égard sont énumérées à l'annexe I.

Annexe 1 Les informations à fournir en vertu de l'article 5, paragraphe 1 :

f) les effets notables probables sur l'environnement, y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs.

Article L121-1 du code de l'urbanisme

Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

- 1 L'équilibre entre :
 - a Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la mise en valeur des entrées de ville et le développement rural ;
 - b **L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;**
 - c **La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;**
- 2 La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, **d'amélioration des performances énergétiques**, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs ;
- 3 La réduction **des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique** à partir de sources renouvelables, **la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.**

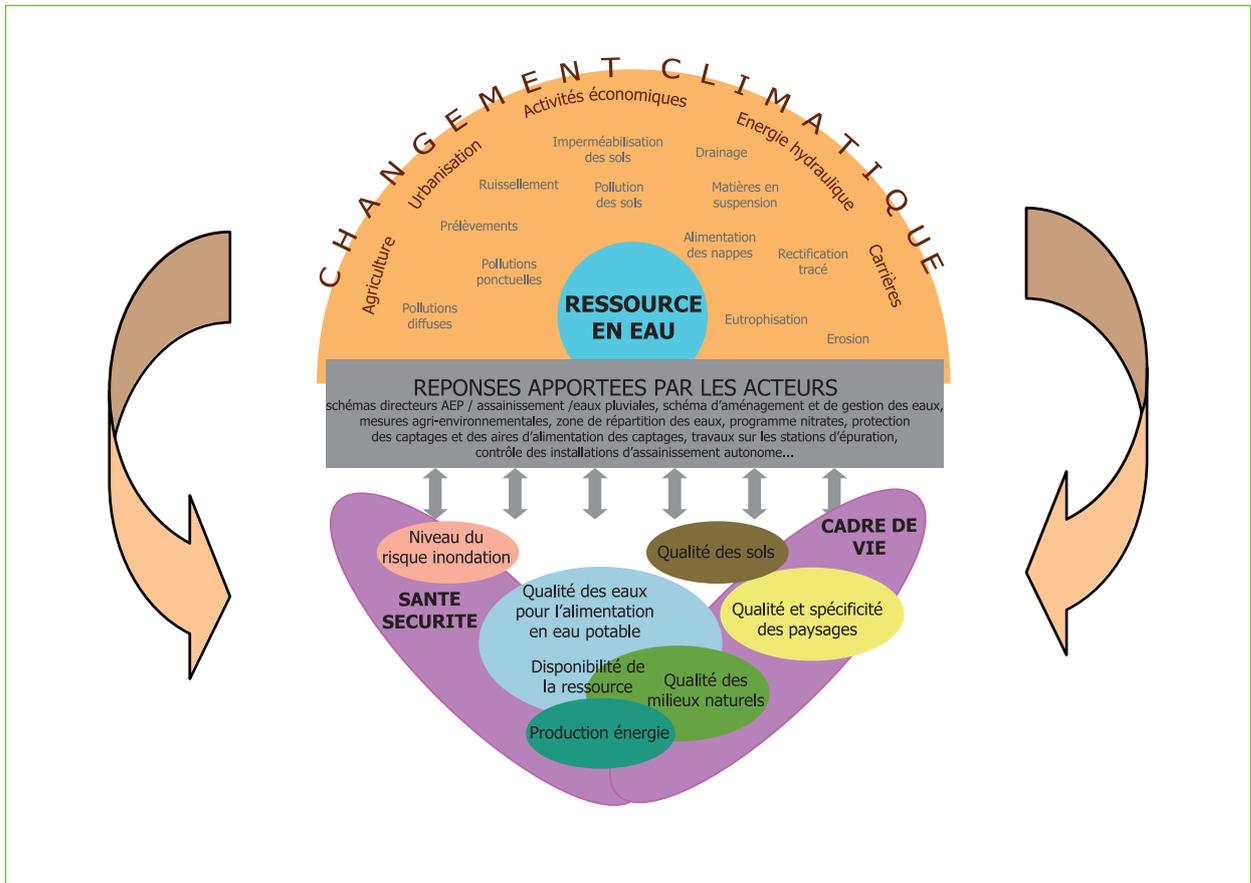
Leur organisation au sein du rapport de présentation est laissée au libre choix du rédacteur. Il faudra toutefois prendre garde à ce que toutes les questions relatives à l'environnement soient bien prises en compte dans le travail d'identification des enjeux, qu'elles aient été traitées dans l'état initial de l'environnement ou dans le diagnostic socio-économique (ce qui est parfois le cas pour les thèmes du paysage, ou se rapportant à la notion de service public – gestion des déchets, assainissement, alimentation en eau potable...).

Au-delà de la description de l'état des composantes de l'environnement, le diagnostic de la situation environnementale doit être **dynamique et systémique**, c'est à dire qu'il doit :

- mettre en évidence les interactions entre les différentes problématiques environnementales,
- souligner les relations avec les grandes thématiques transversales : cadre de vie, santé, changement climatique,
- identifier les relations entre d'un côté les constats effectués et de l'autre les pressions exercées et les réponses apportées.

Le schéma ci-après illustre ce principe à travers l'exemple de la ressource en eau.

Schématisation des interrelations entre le thème de la ressource en eau, les grandes pressions anthropiques, les réponses apportées par les actions menées localement et l'état de la ressource



Des outils « check-list » des points à traiter dans l'état initial de l'environnement

Des « check-list » peuvent être utilisées pour l'élaboration de l'état initial. Cela permet de s'assurer que pour chaque thème, l'ensemble des points essentiels à l'appréhension des enjeux du territoire auront bien été intégrés.

Il est vivement recommandé de poser cette liste dès le début de la démarche, et pas dans une démarche de vérification a posteriori qui pourrait aboutir à une perte de temps substantielle s'il s'avérait que des éléments structurants n'avaient pas été pris en compte.

Avoir cette approche dès l'amont permet aussi d'identifier les données à collecter auprès des différents organismes les produisant ou les centralisant.

Des outils existent, ils ne constituent pas des référentiels normatifs. Ils sont proposés comme une première base aux collectivités et à leurs prestataires, et doivent être complétés ou amendés en fonction du contexte du territoire.

La grille proposée ci-après a été élaborée par la DRIEE Ile-de-France, la DDEA du Val d'Oise et le laboratoire régional de l'est parisien. D'autres documents l'accompagnent et sont consultables sur les sites de la DRIEE et de la DDEA.



À lire

Principes et outils méthodologiques de l'évaluation environnementale stratégique des PLU et Principes et outils méthodologiques de l'évaluation environnementale stratégique des SCOT - DRIEE / DDEA Val d'Oise / Laboratoire régional de l'est parisien, mars 2009

Améliorer la prise en compte de l'environnement dans les PLU - CERTU, DREAL Languedoc-Roussillon, CETE Méditerranée, 2008

Prise en compte de l'environnement dans les PLU du Languedoc-Roussillon - DREAL Languedoc-Roussillon, 2007



Extrait des documents « Principes et outils méthodologiques de l'évaluation environnementale stratégique » - DRIEE / DDEA Val d'Oise / Laboratoire régional de l'est parisien, mars 2009

		Questionnements
Thème	Objectifs détaillés liés aux enjeux environnementaux	État initial de l'environnement
Ressources naturelles et biodiversité	Protéger, mettre en valeur, restaurer, remettre en état et gérer :	État de connaissance qualitative et quantitative des ressources naturelles liées au sols et au sous-sol (importance des gisements géologiques, potentiel agronomique, pollution des sols agricoles, etc.) ? Des ressources forestières, piscicoles ?
	- les espaces et ressources naturelles (sol, sous-sol, faune, flore)	Durabilité de l'utilisation actuelle et possible des ressources naturelles (géologiques, forestières, piscicoles, etc.) à l'échelle locale, régionale, nationale ? Menaces liées aux pratiques actuelles (conséquences sur la biodiversité, utilisation des gisements en fin d'exploitation, etc.) ? Cohérence avec les schémas directeurs ? Perspectives d'évolution (devenir des ressources et des usages associés) ? Potentialités d'exploitation et de remise en état (réaménagement de carrières, etc.) ?
	- les milieux naturels, les espèces animales et végétales, la diversité et les équilibres biologiques	Connaissance et typologie des milieux naturels et du fonctionnement écologique (caractérisation spatiale et qualitative des noyaux de biodiversité, importance locale, et à plus grande échelle, des corridors biologiques selon les espèce) ? Caractérisation des espaces éventuels de biodiversité urbaine présentant une flore voire une faune spontanées ? Menaces sur le milieu naturel, les îlots éventuels de biodiversité urbaine et le fonctionnement écologique liées aux pratiques d'aménagement et d'urbanisme (effets de coupure liés aux infrastructures, pression urbaine, fréquentation locale et touristique...)? Politique de gestion / protection des milieux naturels ? Perspectives d'évolution ? Potentialités de mise en place de mesures de restauration / gestion / protection sur les habitats et les corridors biologiques, etc.? Potentialités de valorisation des délaissés urbains à des fins écologiques ?
Ressource en eau	Préserver les écosystèmes aquatiques et les zones humides	Caractérisation spatiale, qualitative et fonctionnelle (régulation des crues, biodiversité, épuration, etc.) des milieux aquatiques (cours d'eaux, plans d'eaux) et zones humides, et de leur biodiversité ? Présence de zones refuges pour l'avifaune migratrice ? Menaces sur ces milieux et leur fonctionnement liées aux pratiques d'aménagement et d'urbanisme (drainage, pratiques agricoles, fréquentation locale et touristique...)? Politique de gestion / protection de ces milieux ? Perspectives d'évolution ? Potentialités de mise en place de mesures de restauration / gestion / protection des milieux aquatiques et zones humides, etc.?
	S'assurer de la valorisation de l'eau comme ressource économique et de la répartition de cette ressource	Accessibilité et usages économiques et de loisirs actuels de la ressource en eau superficielle (transport fluvial, irrigation, pisciculture, baignade, etc.) et souterraine (irrigation, alimentation en eau potable, etc.) à l'échelle locale ou régionale ? Adéquation de la qualité / quantité de la ressource aux différents usages ? Menaces sur l'importance de la ressource en eau liées à ses usages actuels ? Gestion des conflits d'usage ? Cohérence de cette gestion avec les schémas d'aménagement et de gestion des eaux et avec la gestion sur les territoires amont / aval du bassin versant ? Perspectives d'évolution ? Potentialités de mise en place de mesures de restrictions / augmentation de prélèvements d'eau, etc.)?

Suite page suivante



(suite)

		Questionnements
Thème	Objectifs détaillés liés aux enjeux environnementaux	État initial de l'environnement
Ressource en eau	Assurer le développement de la ressource en eau ainsi que la protection contre toute pollution et la restauration de la qualité des eaux superficielles et souterraines	État qualitatif et quantitatif de la ressource en eau superficielle et souterraine et caractérisation spatiale de sa vulnérabilité ? Conséquences des pratiques sur la qualité actuelle de la ressource en eau ? Identification des sources de pollution ? Politique de gestion / protection de la ressource en eau ? Cohérence avec les schémas d'aménagement et de gestion des eaux, et avec les politiques amont / aval du bassin versant ? Perspectives d'évolution ? Potentialités de mise en place de mesures de préservation de la ressource (périmètre de protection de captages AEP, restauration de champs d'expansion des crues, etc) ?
	Améliorer la collecte et le traitement des eaux usées et pluviales	Conception générale de l'assainissement (collectif / autonome, séparatif / unitaire) ? État fonctionnel de l'assainissement en terme de traitement et de capacité hydraulique des réseaux ? Identification de zones d'inondation récurrentes liées aux réseaux et à l'imperméabilisation ? De déclassement régulier de la qualité de l'eau du milieu récepteur ? Perspectives d'évolution ? Potentialités de résorption des points noirs liés à la qualité des rejets ou aux inondations provoquées ? Mesures de limitation de débit de ruissellement à la parcelle ? Conséquences possibles sur le coût pour la collectivité ? Conséquences possibles sur le coût du traitement de l'eau ?
Cadre de vie, paysages et patrimoine naturel et culturel	Protéger, mettre en valeur, restaurer et gérer les espaces naturels, sites et paysages	Identification du patrimoine bâti et des paysages ruraux (typologie et qualité des entités paysagères, vues panoramiques, marques de transition paysagère, etc.) ? Sensibilité locale et identité culturelle liées au patrimoine naturel et au paysage (par ex. utilisation des forêts comme « parcs urbains ») ? Existence de traditions locales et d'éco-musées ? Accessibilité des vues panoramiques et du patrimoine (chemins de randonnées, pistes cyclables, etc.) ? Ouverture au public de ces espaces ? Menaces sur le patrimoine et les paysages (mitage lié à la pression urbaine, remembrement, développement de l'éolien...) ? Politiques de préservation et de promotion du patrimoine ? Cohérence de ces politiques avec les territoires voisins ? Perspectives d'évolution ? Potentialités de valorisation sociale, culturelle et économique du patrimoine bâti, archéologique et des paysages urbains (restauration et protection du patrimoine, etc.) ?
	Préserver les sites et paysages urbains, sauvegarder les grands ensembles urbains remarquables et le patrimoine bâti	Connaissance qualitative et quantitative du patrimoine historique et archéologique, et du patrimoine bâti urbain remarquable ? Existence de perspectives sur les principaux monuments ? Intégration des entrées de ville et zones d'activités ? Sensibilité locale et identité culturelle liées à ce patrimoine ? Accessibilité du patrimoine (chemins de randonnées, pistes cyclables, etc.) ? Ouverture au public de ces sites ? Menaces sur le patrimoine et les paysages urbains (dégradation, développement des zones commerciales, promotion des énergies renouvelables, etc.) ? Politiques de préservation et de valorisation de ce patrimoine ? Perspectives d'évolution ? Potentialités de valorisation sociale, culturelle et économique du patrimoine bâti, archéologique et des paysages urbains (restauration et protection du patrimoine, etc.) ?

Suite page suivante



Extrait des documents « Principes et outils méthodologiques de l'évaluation environnementale stratégique »

(suite)

		Questionnements
Thème	Objectifs détaillés liés aux enjeux environnementaux	État initial de l'environnement
Cadre de vie, paysages et patrimoine naturel et culturel	Préserver, restaurer, réguler l'accès à la nature et aux espaces verts	<p>Usage fait par la population des espaces verts et en eau, naturels ou jardinés (parcs, jardins familiaux, etc.) ? Existence et continuité des liaisons vertes entre ces différents espaces ?</p> <p>Accessibilité de ces espaces au plus grand nombre et par les différents modes de déplacement (en particulier modes doux et transports collectifs) ? Pressions éventuelles sur ces espaces (urbanisation, surfréquentation, etc.) ?</p> <p>Potentialités de valorisation d'espaces naturels à des fins pédagogiques ? Potentialités de valorisation des délaissés urbains à des fins de jardinage ? Potentialités de création / d'extension du réseau de liaisons vertes en continuité avec l'existant ? Possibilités d'une meilleure desserte et de développement du(des) usages de ces espaces ou à l'inverse intérêt de réguler et/ou canaliser leur fréquentation ?</p>
Risques	Assurer la prévention des risques naturels, industriels ou technologiques	<p>Connaissance des risques (géologiques, inondation, technologiques, Transport Matières Dangereuses) sur l'homme, les écosystèmes et le patrimoine bâti ? Mise en évidence des réseaux de gaz et THT ? Connaissance des sites et sols pollués (friches industrielles) ?</p> <p>Importance de la population exposée ? Conscience locale des risques ? Prescription / approbation de PPRN / PPRT ? Respect des prescriptions des PPR approuvés ? Conséquences de l'existence de risques et de PPR (développement urbain, protection des populations) ? Politique de réduction des aléas (limitation de débit de ruissellement, etc.) ? Gestion et valorisation économique, environnementale et sociale des espaces soumis à risques (zones inondables, carrières souterraines) ? Restauration des sites et sols pollués ?</p> <p>Perspectives d'évolution des aléas (au regard du changement climatique en particulier) ? Potentialités de valorisation des espaces soumis à risques et de restauration des sites et sols pollués ? Possibilités de réduction des aléas ?</p>
Déchets	Organiser le transport des déchets et valoriser les déchets par réemploi, recyclage ou toute autre action	<p>Importance et sources de production de déchets ? Organisation des filières de traitement (déchets ménagers et assimilés, déchets du BTP...) ? Accessibilité du public au tri ? Aux déchetteries ? Importance et nature du recyclage ?</p> <p>Traitement des «décharges sauvages»? Pollutions environnementales constatées ou possibles liées aux déchets ?</p> <p>Évaluation des besoins en équipements (déchetterie, incinération) ? Politique d'incitation à une optimisation de la gestion des déchets ? Actions de sensibilisation? Cohérence avec les schémas/plans de gestion des déchets supracommunaux ?</p> <p>Perspectives d'évolution ? Potentialités d'amélioration des filières de récupération, tri, recyclage, et élimination ?</p> <p>Conséquences possibles en terme de coût pour la collectivité ?</p>
Bruit	Prévenir, supprimer ou limiter l'émission ou lapropagation des bruits ou des vibrations	<p>Sources de bruit et de vibration (infrastructures de transport terrestre et aérien, exploitation de carrières, etc.), et zones de nuisances associées ?</p> <p>Importance de la population soumise aux nuisances? Ressenti local ? Niveau de connaissance du lien avec les pathologies ? Conséquences sanitaires significatives identifiées ? Zones de calme à préserver ?</p> <p>Documents d'identification des zones de nuisances (classement sonore des voies, PEB, cartes du bruit...)? Respect de la réglementation liée au bruit ? Conséquences sur le développement urbain ?</p> <p>Perspectives d'évolution ? Potentialités de résorption des points noirs bruit et vibrations (réduction des émissions, isolation acoustique) ?</p>

Suite page suivante



Extrait des documents « Principes et outils méthodologiques de l'évaluation environnementale stratégique »

(suite)

		Questionnements
Thème	Objectifs détaillés liés aux enjeux environnementaux	État initial de l'environnement
Énergie et pollutions atmosphériques	Prévenir, surveiller, réduire ou supprimer les pollutions atmosphériques	Sources de nuisances olfactives, de pollution atmosphérique (diffuses, fixes) et d'émission de gaz à effet de serre ? Importance de la population soumise aux nuisances olfactives et aux pollutions atmosphériques ? Ressenti local ? Niveau de connaissance du lien avec les pathologies ? Conséquences sanitaires significatives identifiées ? Perspectives d'évolution ? Potentialités de réduction des nuisances olfactives et des pollutions atmosphériques ? Possibilités de prévention des effets sur la santé ?
	Économiser et utiliser rationnellement l'énergie	Importance de la production locale d'énergies renouvelables ? Disponibilité d'un diagnostic global des performances énergétiques du bâti par les communes ? Politiques d'incitation aux économies d'énergie dans les transports, dans l'habitat, etc. ? Perspectives d'évolution ? Potentialités de mise en oeuvre de mesures de réduction de la consommation énergétique (réhabilitation du patrimoine immobilier, multimodalité des déplacements) ? Potentialités locales d'utilisation d'énergies renouvelables (solaire, bois, biomasse, éolien, hydraulique, géothermie...)?